

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 550 du 12.09 au 02.10.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

L'ONU affirme que les "preuves" sont suffisantes pour poursuivre Israël.

Abir Taleb : Coup de grâce à la paix.

Hassan Moali : Une nouvelle fois, Netanyahu se moque d'Obama et se paye la tête de Abbas.

Mahmoud Abbas est-il encore légitime pour négocier au nom des Palestiniens ?

Khaled Amayreh : Abbas est inapte à diriger le peuple palestinien.

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama presse les pays arabes d'agir pour la paix

1 Résistance

Détails par région:

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias/Vidéos

[5-1 Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine.](#)

[5-2 Enfin franchement, dans quel pays "démocratique" voit-on cela ?](#)

[5-3 Vidéo : Au sujet de l'armée la plus morale du monde, dixit Barak.](#)

6 Les brèves

[6-1 Abou Zouhri : l'occupation se prépare à une nouvelle agression en propageant des mensonges.](#)

[6-2 Troubles à Jérusalem après la mort d'un Palestinien.](#)

7 Dossier

[7-1 Le Quartette demande à Israël de prolonger le gel de la colonisation.](#)

7-2 Alain Gresh : Juifs ou Israéliens ?

7-3 Roger Sheety : Tout ce que vous avez fait : colonialisme, nettoyage ethnique et le Web.

7-4 French Moqawama : Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine.

7-5 Delphine Mattiessent : Les négociations de paix achoppent sur les colonies.

Tiré a part

L'ONU affirme que les "preuves" sont suffisantes pour poursuivre Israël.

L'ONU, qui accuse Israël d'avoir commis une "violation grave des droits de l'Homme" dans l'affaire de la flottille de Gaza en mai, affirme dans un rapport l'existence de "preuves" pour engager des "poursuites" contre l'État hébreu.

23/09/2010

[Sonia DRIDI \(vidéo\)](#)

Des "preuves" existent permettant d'"appuyer des poursuites" contre Israël pour l'abordage fin mai par la marine de ce pays d'une flottille pour Gaza, a conclu la mission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, estimant qu'il y avait eu une "violation grave des droits de l'homme".

"Il y a des preuves claires permettant d'appuyer des poursuites pour les crimes suivants (...) : homicide intentionnel, torture ou traitements inhumains, fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou des blessures graves", écrivent les experts dans leur rapport final rendu public mercredi et qui sera présenté lundi au Conseil des droits de l'homme.

"Les auteurs des crimes les plus graves ayant été masqués ne peuvent pas être identifiés sans l'assistance des autorités israéliennes", soulignent-ils, demandant ainsi au gouvernement d'Israël de coopérer pour permettre leur "identification en vue de poursuivre les coupables".

Le ministère israélien des affaires étrangères a affirmé de son côté que "Le rapport (...) est partial et partisan, comme l'organisme qui l'a produit".

Israël a ajouté que les enquêtes conduites sur l'incident de la flottille de Gaza sont suffisantes et que toute autre initiative "est superflue et improductive".

Le Conseil des droits de l'homme avait voté le 2 juin une résolution approuvant la mise en place d'une mission internationale indépendante destinée à examiner "les graves attaques menées par les forces israéliennes contre le convoi humanitaire de bateaux" le 31 mai, qui ont fait neuf morts parmi les passagers turcs et soulevé une vague de réprobations internationales.

"Les circonstances des meurtres d'au moins six des passagers correspondaient d'une certaine façon à une exécution extra-judiciaire, arbitraire et sommaire", ajoutent les experts.

Ils expliquent également qu'un certain nombre de personnes qui étaient dans les bateaux, dont des journalistes, ont été blessées.

Aux yeux de ces experts, la "conduite des forces armées d'Israël révèle un niveau inacceptable de brutalité" et s'est traduite par de "graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire".

Ils considèrent qu'Israël a agi de façon "non seulement disproportionnée dans les circonstances" ayant alors prévalu, mais a recouru à "des niveaux de violence totalement inutiles et incroyables".

En juillet, Israël avait défendu devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU son droit à exercer des "représailles" contre tout navire qui tenterait de "violer" le blocus imposé à la Bande de Gaza.

Mais les experts rejettent cet argument, estimant que le "blocus est contraire à la loi" et qu'à la date du 31 mai il "existait une crise humanitaire à Gaza".

Pour faire le rapport, ils ont entendu des témoignages en Turquie et en Jordanie, ainsi qu'à Genève et à Londres. Leur nomination, le 23 juillet, avait été immédiatement critiquée par Israël qui a jugé, selon un haut responsable israélien, qu'une telle initiative était prématurée étant donné que le pays procédait déjà à ses propres investigations.

La mission du Conseil s'inscrit en parallèle à celle du panel formé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, également chargé d'enquêter sur le raid meurtrier.

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU s'est toujours défendu de tout doublon entre les deux enquêtes. Celle du Conseil "va se concentrer sur les questions de droits de l'Homme", a assuré son président, l'ambassadeur de Thaïlande Sihasak Phuangketkeow.

Les experts nommés par l'ONU sont Karl Hudson-Phillips (Trinité-et-Tobago), juge à la Cour pénale internationale de 2003 à 2007, Desmond de Silva (Royaume-Uni), procureur en chef du Tribunal Spécial pour la Sierra Leone en 2005, et Mary Shanthi Dairiam (Malaisie), du groupe de travail sur l'égalité des sexes du Programme de l'ONU pour le Développement.

23/09/2010

AFP

[Dépêche \(texte\)](#)

<http://www.france24.com/fr/20100922-onu-accuse-israel-violations-graves-droits-homme-flottille-gaza>

Abir Taleb : Coup de grâce à la paix.

La construction a repris lundi dans les colonies de Cisjordanie.

Un coup fatal aux négociations de paix, qui, du reste, n'ont abouti à rien depuis leur reprise il y a plus d'un mois. Les négociations de paix piétinaient déjà, la reprise des constructions de colonies en Cisjordanie leur a donné le coup de grâce. Cinq semaines à peine après la reprise des négociations de paix directes entre Palestiniens et Israéliens — des négociations qui n'avaient, du reste, abouti à rien, on se retrouve à la case départ. Comme prévu donc, le gouvernement israélien a laissé expirer dimanche dernier son moratoire sur la colonisation en Cisjordanie, malgré les appels incessants des Etats-Unis à prolonger le gel des constructions, une mesure exigée par les Palestiniens pour poursuivre les pourparlers de paix. Le lendemain à peine, la construction a recommencé dans des colonies de la Cisjordanie occupée, à une échelle limitée certes, mais suffisante pour donner le ton. Des bulldozers s'activaient notamment dans la colonie d'Adam dans le nord de la Cisjordanie, alors que les constructions doivent aussi reprendre dans au moins huit autres colonies, selon les médias israéliens. Comme à l'accoutumée, Israël a fait fi des intenses pressions de la communauté internationale, notamment des Etats-Unis, en refusant de reconduire tel quel le gel des nouvelles constructions dans les colonies, au risque de compromettre la poursuite des pourparlers. Selon la presse israélienne, le ministre de la Défense, Ehud Barak, a examiné avec l'administration américaine la possibilité de freiner de facto la construction en échange d'un soutien américain sur des exigences israéliennes, en particulier la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens comme « Etat du peuple juif », et de garanties de sécurité sur sa frontière orientale. Un deal qui n'a apparemment pas réussi. Rien n'a filtré à ce sujet côté américain, Washington se contentant de répéter jusqu'à la dernière minute que la position américaine sur la construction de colonies n'a « pas changé ». « Nous restons en contact étroit avec les deux parties et nous allons les rencontrer à nouveau dans les prochains jours », a précisé le porte-parole du département d'Etat, PJ Crowley, à la veille de l'expiration du moratoire. « Nous restons concentrés sur l'objectif de faire progresser les négociations vers une solution à deux Etats (israélien et palestinien) et nous encourageons les parties à faire des gestes constructifs dans ce sens ».

Réunion de la Ligue arabe le 4 octobre

Sans scrupules, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a appelé le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbass, à poursuivre le dialogue, l'exhortant à « continuer à mener les pourparlers bons et honnêtes que nous venons de lancer pour tenter de parvenir à un accord de paix historique entre nos deux peuples », sans la moindre mention à la question de la colonisation.

Côté palestinien, l'heure est pour le moment à la retenue. Nabil Abou-Roudeina, porte-parole du président Mahmoud Abbass, a déclaré lundi à Paris que les Palestiniens ne se prononceraient pas officiellement sur la poursuite des négociations de paix avec Israël avant le 4 octobre et des consultations avec les pays arabes. Le 4 octobre est la date prévue pour une réunion de la Ligue arabe à la demande de l'Autorité palestinienne pour débattre de la poursuite des négociations. Mais à quelques heures de l'expiration du moratoire, M. Abbass, en visite à Paris, avait répété que les négociations de paix seraient « une perte de temps » si Israël ne maintenait pas son moratoire sur la colonisation.

Or, toute cette polémique autour du moratoire et de la poursuite ou non des négociations israélo-palestiniennes nous éloigne du fond du problème. En attirant l'attention sur cette simple question, celle des colonies, Israël a réussi à omettre un tas d'autres questions non moins délicates, dont le règlement est un préalable à tout accord de paix final. Il y a quelques semaines, on s'était réjoui de la simple reprise des négociations de paix directes, présentée alors comme un succès en soi. Aujourd'hui, on prie pour que ces négociations se poursuivent, coûte que coûte, oubliant ou feignant d'oublier que depuis leur reprise, aucun bon signe n'a été donné. C'est dire que pour ce qui est du processus de paix, on va de mal en pis.

Abir Taleb

Droits de reproduction et de diffusion réservés. © [AL-AHRAM Hebdo](#)

Publié le 29 septembre 2010 avec l'aimable autorisation de AL-AHRAM Hebdo

Al-Ahram Hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Abir_Taleb.290910.htm

Hassan Moali : Une nouvelle fois, Netanyahu se moque d'Obama et se paye la tête de Abbas.

La construction a recommencé dans des colonies de Cisjordanie occupée hier, après l'expiration du moratoire sur la colonisation, mais les Palestiniens réservaient leur réponse sur l'avenir des pourparlers de paix. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a affirmé à Paris que les Palestiniens se prononceraient sur la poursuite des négociations «après le 4 octobre», à l'issue de consultations avec les pays arabes. M. Abbas, qui réclame un arrêt total de la colonisation pour continuer à négocier, a souhaité qu'Israël «prolonge de trois ou quatre mois» son moratoire. Une option jusqu'à présent exclue par le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu. Sur le terrain, des bulldozers étaient à l'oeuvre dans plusieurs implantations de Cisjordanie, notamment à Adam, Ariel, Yitzhar, Karmè Tzur et Kyriat Arba, près de la ville de Hébron, haut lieu de tension entre colons et Palestiniens.

Les chantiers doivent reprendre progressivement dans une dizaine d'autres implantations. «Nous allons construire mais tranquillement. Nous espérons que c'est (le moratoire) vraiment fini, que ce n'est pas une

manoeuvre de Netanyahu et que nous allons pouvoir bâtir en grand, comme avant», a dit une figure des colons, Tzvi Katzover, devant le Tombeau des patriarches à Hébron, en marge d'un pèlerinage de 15 000 fidèles juifs. M. Netanyahu a résisté aux pressions des Etats-Unis et de la communauté internationale en refusant de reconduire tel quel le gel, des nouvelles constructions dans les colonies, au risque de compromettre la poursuite des discussions. Soucieux des répercussions de cette décision sur l'image d'Israël, il a toutefois appelé les colons à «faire preuve de retenue et de responsabilité» et demandé à ses ministres de maintenir un profil bas pour éviter qu'Israël soit tenu pour responsable d'un torpillage des négociations. Selon les médias israéliens, les contacts devraient continuer ces prochains jours pour trouver un compromis.

Abbas dans de beaux draps

Selon le quotidien Maariv, le ministre de la Défense, Ehud Barak, a examiné avec le gouvernement américain la possibilité de freiner de facto la construction, en échange d'un soutien américain sur des exigences israéliennes, en particulier la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens comme «Etat du peuple juif» et de garanties de sécurité sur sa frontière orientale. La communauté internationale a pris acte de la non-reconduction du moratoire. Les Etats-Unis et l'ONU ont exprimé leur déception tandis que le président français, Nicolas Sarkozy, a «regretté que les appels unanimes afin de prolonger le moratoire israélien sur la colonisation n'aient pas été entendus». «La colonisation doit cesser», a-t-il ajouté à l'issue d'un déjeuner avec M. Abbas.

De Damas, le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a appelé M. Abbas à cesser de négocier avec Israël. La fin du moratoire autorise toute personne ou toute institution à construire dans une implantation, si elles ont obtenu un permis il y a dix mois. Les municipalités des colonies sont également à nouveau autorisées à délivrer des permis de construire sur leurs terrains à partir du moment où les plans d'urbanisation ont été approuvés par le ministère de la Défense, en charge de la Cisjordanie occupée. La reprise des constructions, ralentie par la fête juive de Souccot jusqu'à la fin de la semaine, concerne à ce stade essentiellement des colonies isolées où plusieurs centaines de logements devraient être construits dans les prochains mois, le rythme dépendant de l'offre et de la demande. «Les acheteurs et les entrepreneurs ont été échaudés par le gel des constructions et attendent de voir venir», a déclaré Shaoul Goldstein, président du conseil des implantations du Goush Etzion, au sud de Jérusalem.

Et comme à chaque fois, le président Obama et Ban Ki-moon ne font que constater les dégâts de l'arrogance israélienne.

Tous les deux se sont dits «décus» que le moratoire n'ait pas été allongé.

Eh oui, quand il s'agit d'Israël, le sentiment personnel prend le dessus sur la fermeté qu'exige le droit international ou encore le statut de gendarme du monde.

Hassan Moali

28 septembre 2010

Source : El Watan

<http://www.elwatan.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Hassan_Moali.280910.htm

Mahmoud Abbas est-il encore légitime pour négocier au nom des Palestiniens ?

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage tout du point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Sans mandat présidentiel depuis fin 2008, Mahmoud Abbas participe pourtant aux négociations de paix pour le Proche-Orient.

Car s'il est en perte de crédibilité auprès des Palestiniens, il reste un acteur incontournable sur la scène internationale.

La légitimité de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne dont le mandat a pris fin il y a dix-huit mois, semble de plus en plus contestée parmi les Palestiniens. "Certes, si on regarde les institutions, il n'est plus légitime, commente Jean-Paul Chagnollaud, professeur de sciences-politique et spécialiste de la question palestinienne. Mais il reste le chef de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP]".

Pour rappel, le 17 décembre dernier, l'OLP a prolongé les mandats du président Mahmoud Abbas et du Parlement palestinien jusqu'à la tenue de nouvelles élections, afin d'éviter une crise politique et institutionnelle. Mais cette situation ne fait pas que des heureux au sein de la population palestinienne.

Le véritable porte-parole des Palestiniens ?

"Mahmoud Abbas est président, alors qu'il n'a plus de mandat présidentiel.

De qui est-il donc le porte-parole dans ce cas ?

Des Palestiniens ?

Cela m'étonnerait", s'interroge Ola Anan, 25 ans, ingénieur en informatique sur Al-Jazeera, dans des propos traduits relayés sur Info-Palestine.net.

"Une démocratie ne se réduit pas à Abbas qui prend les décisions tout seul.

C'est aux Palestiniens qu'il appartient de décider des questions de ce genre, pas à Abbas. Nous rejetons ces négociations, c'est bidon et cela ne mène nulle part", déplore de son côté Nader Nabulsi, 44 ans, commerçant. Mahmoud Abbas, plus connu sous le nom d'Abou Mazen, est de fait fragilisé sur la scène politique intérieure.

Le Hamas remet totalement en question sa légitimité depuis la fin de son mandat, tandis qu'une partie du Fatah doute de la pertinence des négociations. Les deux mouvements sont profondément divisés depuis la guerre pour la conquête de la bande de Gaza en 2007, ce qui a nui à la cause palestinienne et a affaibli Mahmoud Abbas à

l'approche des pourparlers de paix. Il est toutefois à noter que les deux organisations ont actuellement repris le dialogue.

"S'il abandonne les négociations, le roi est nu"

Mais Mahmoud Abbas, membre fondateur du Fatah en 1959, reste un acteur-clé dans les négociations de paix avec Israël, car il jouit d'une certaine légitimité internationale. "Il est reconnu à la fois par les États-Unis et les Européens", précise M. Chagnollaud. "Il est respecté, car il participe aux négociations depuis de nombreuses années".

Et de poursuivre : "Il n'est pas en train de construire sa carrière politique, il joue pour la paix."

Un avis également partagé par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui avait déclaré, début septembre, lors de la reprise du dialogue de paix direct entre Israéliens et Palestiniens : "Vous êtes mon partenaire pour la paix. Il dépend de nous de vivre l'un à côté de l'autre et l'un avec l'autre."

D'après Jean-Paul Chagnollaud, Mahmoud Abbas pourrait retrouver sa crédibilité auprès de la population palestinienne, grâce à un accord de paix équilibré. "Alors que s'il abandonne les négociations, le roi est nu", a-t-il ajouté. Il n'a donc pas d'autres choix que d'avancer vers un accord *a minima* qui reposerait sur trois volets : délimiter les frontières d'un État palestinien viable ; définir une partie de Jérusalem-Est comme capitale dudit État ; et trouver une solution acceptable concernant le sort des réfugiés. "Sans cela, sa légitimité, déjà fragile, exploserait."

FRANCE 24 |

27/09/2010

<http://www.france24.com/fr/print/4340989?print=now>

URL Source: <http://www.france24.com/fr/20100927-mahmoud-abbas-est-il-encore-legitime-negociier-nom-palestiniens>

Khaled Amayreh : Abbas est inapte à diriger le peuple palestinien.

La réaction du Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à la dernière provocation sioniste, à savoir l'expansion tous azimuts de la colonisation en Cisjordanie, a été désastreuse et calamiteuse. Abbas a fait une pléthore de déclarations contradictoires, certaines signalant sa volonté de rester engagé au soi-disant « processus de paix » avec Israël, en dépit du fait qu'Israël continue à piétiner ce maudit processus de paix dévoyé en s'embarquant dans davantage de constructions coloniales et davantage de vols des terres aux dépens des Palestiniens.

Ce n'est pas une question mineure. Les territoires occupés sont le morceau de fromage « disputé » du proverbe qu'Israël continue de dévorer nuit et jour à un point tel que la plupart des Palestiniens peuvent craindre, à juste titre, qu'il ne restera aucun territoire pour y établir un État viable et territorialement contigu digne de ce nom.

Certains, dont l'auteur de ces lignes, pensent que c'est déjà trop tard.

Lorsqu'Abbas s'adresse à un public palestinien, il exprime son mécontentement vis-à-vis d'Israël et prévient qu'il pourrait se retirer des discussions avec Israël négociées par les États-Unis.

Il n'est pas très difficile de diagnostiquer la duplicité et l'incohérence d'Abbas. Le chef de l'AP ne peut pas déplaire à Washington, pour des raisons évidentes.

La manne financière dont dépend l'entité déformée de Ramallah vient de Washington. De plus, Abbas réalise qu'il suffirait qu'Obama ou le congrès états-unien, les deux sous contrôle juif, toussent pour qu'un séisme financier et économique se produise immédiatement à Ramallah et que des milliers de fonctionnaires perdent leurs boulots et leurs salaires. C'est ainsi que finissent les régimes stupides et en faillite qui se sont laissés prendre en otage par des pays étrangers, parce que qui paie le bal mène la danse.

Abbas affirme souvent que ce n'est pas le cas de son autorité mais il ne faut pas le croire.

Abbas, comme les autres despotes du monde arabe, aimerait beaucoup conserver un semblant de légitimité populaire. C'est ce qu'il fait en prétendant qu'il est toujours fidèle aux constantes nationales palestiniennes alors qu'en fait, il cherche à les détruire, sciemment ou non, en mentant au public et en anesthésiant les masses palestiniennes.

Ces dernières années, beaucoup ont accordé à Abbas le bénéfice du doute, citant l'énorme pression internationale à laquelle il est soumis, ainsi que la faiblesse phénoménale qui écrase le monde arabe.

Il y a toutefois des choses qu'on ne peut justifier en aucun cas, mais Abbas ne semble pas faire la différence.

Il continue à baisser les plafonds nationaux palestiniens en permettant à Israël de gagner toujours plus de temps pour construire toujours plus de colonies. Et lorsqu'on lui demande de faire une démarche qui s'avère trop embarrassante ou trop scandaleuse, comme reprendre les pourparlers de paix en l'absence du gel de l'expansion coloniale par Israël, Abbas se précipite au Caire ou à Amman ou à Riad pour supplier les dirigeants arabes de le sauver. Le lendemain, il réapparaît à Ramallah pour dire aux masses palestiniennes en colère que « je ne peux pas refuser de demander leur avis à nos dirigeants arabes frères. »

Dans un passé pas si lointain, les dirigeants arabes nous ont donné des conseils vraiment fraternels. Ils nous ont exhortés à refuser les desseins des sionistes et à résister à leur agression. Cependant, depuis des années maintenant, le seul conseil arabe que nous avons reçu de la plupart des capitales arabes est un message démoralisant nous demandant de nous rendre à Israël et de céder tous ou la plupart de nos droits légitimes, dont le droit à la liberté et à l'indépendance.

En bref, les régimes arabes nous disent « soyez heureux et ne vous inquiétez pas. » En d'autres termes, ces régimes sont un handicap, pas un atout dans la lutte pour la libération de notre pays des chaînes du sionisme. Je ne sais pas exactement pourquoi Abbas se conduit comme il le fait. Est-il sénile ? N'a-t-il pas pleinement

conscience de ce qu'il fait ? Fait-il aveuglément confiance à Barack Obama, l'homme que la seule idée de critiquer l'insolence et l'arrogance israéliennes fait trembler ?

D'accord, la lâcheté est un phénomène aussi naturel que le courage, la sagesse, et autres attributs, bons ou mauvais. Il est toutefois illogique de confier la cause palestinienne à un homme qui est incapable et inapte à piloter le bateau national vers la rive de la sûreté.

Comme le défunt dirigeant palestinien Yasser Arafat, Abbas refuse de regarder la réalité en face. Il est aussi en train de devenir de plus en plus itinérant, préférant être loin du théâtre des événements. Il préfère aussi n'écouter que lui-même et quand on le confronte à des nouvelles ou des points de vue qu'il n'aime pas entendre, il s'énerve et demande qu'on se taise.

A plusieurs reprises, Abbas a attaqué à juste titre le style de gouvernance de Yasser Arafat. Il pensait que la deuxième intifada était un désastre pour les Palestiniens. Toutefois, au lieu de suggérer une approche plus sage, Abbas en est arrivé de fait à la conclusion que se soumettre à Israël était la meilleure alternative, sans considérer qu'Israël est un crocodile perfide, plus vous lui donnez de la viande, et plus il en réclame.

Les derniers gestes d'Abbas et de ses conseillers envers Israël ne sont pas seulement scandaleux d'un point de vue de la dignité palestinienne. Ils sont aussi désastreux d'un point de vue politique.

Finalement, afficher de la faiblesse et compromettre la dignité de notre peuple n'obligeront pas Israël à nous rendre nos droits usurpés.

Aujourd'hui, la cause palestinienne est à la croisée des chemins, les Etats-Unis semblant ne vouloir ni ne pouvoir faire pression sur le régime sioniste pour mettre fin à l'occupation de 1967.

Je ne suis pas un prophète du malheur. Il est toutefois difficile de croire que les Etats-Unis seront capables de forcer Israël à revenir aux frontières de 1967 alors qu'ils n'obtiennent pas du régime sioniste qu'il prolonge un gel de la colonisation partiel et insignifiant de quelques mois.

Quant à ce que la direction palestinienne devrait faire en face de l'insolence sioniste et la connivence états-unienne avec elle, cela ne devrait pas être trop compliquée. Qu'Abbas, dont le mandat a expiré depuis longtemps, démissionne et se retire dignement.

Source : Palestine Info

Traduction : MR pour ISM

Publié le 30 septembre 2010 avec l'aimable autorisation d'ISM.

Source : ISM

<http://www.ism-france.org/...>

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama presse les pays arabes d'agir pour la paix

La déclaration se veut choc, et montre que le président américain souhaite peser de tout son poids dans les efforts de paix au Proche-Orient. Barack Obama a déclaré jeudi 23 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, que dès "*l'année prochaine*" il pourrait y avoir "*un accord qui nous mènera à accueillir un nouveau membre des Nations unies : un Etat de Palestine indépendant, vivant en paix avec Israël*". Dans le dossier du nucléaire iranien, le président des Etats-Unis a affirmé qu'une solution diplomatique était toujours possible. "*Les Etats-Unis et la communauté internationale essaient de résoudre nos différends avec l'Iran, et la porte reste ouverte à la diplomatie, si l'Iran choisit de l'emprunter*", a affirmé M. Obama. *Mais le gouvernement iranien doit démontrer son engagement clair et digne de foi, et confirmer au monde la nature pacifique de son programme nucléaire.*"

Barack Obama a consacré la seconde partie de son discours à la situation de l'économie dans son pays et dans le monde.

PROCHE-ORIENT : SANS ACCORD, "PLUS DE SANG SERA VERSÉ"

L'engagement diplomatique de Barack Obama pour arriver à forger une paix entre Israéliens et Palestiniens arrive à un moment crucial des négociations entre les deux parties. Elles n'ont repris que depuis début septembre, sous la houlette des Etats-Unis et de M. Obama lui-même, et un moratoire sur les colonisations en Cisjordanie occupée arrive à expiration à la fin du mois. Les Palestiniens ont fait de sa reconduction une condition indispensable à la poursuite du dialogue.

M. Obama reconnaît que le processus de paix a pour l'instant connu "*peu de sommets et beaucoup de creux*".

Mais il a prévenu que sans accord, "*cette Terre sainte resterait un symbole de nos différences, au lieu d'être celui de notre humanité commune*", et "*plus de sang sera versé*".

Le président Obama tente d'inciter les pays arabes à faire plus pour soutenir le nouveau processus. "*Dans cette salle, vous êtes nombreux à vous dire amis des Palestiniens. Mais ces déclarations doivent maintenant être appuyées par des actes*", a-t-il déclaré. "*Ceux qui ont apposé leur signature sur l'initiative de paix arabe devraient saisir cette occasion pour en faire une réalité en appliquant la normalisation que le document promet à Israël*", a encore dit le président.

LEMONDE.FR avec AFP

23.09.10

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/09/23/obama-souhaite-que-la-palestine-entre-a-l-onu_1415023_3218.html

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Le Hamas continuera sa stratégie de résistance jusqu'à la défaite de l'occupation.

Le dirigeant au Hamas, Dr. Ismail Radwan a affirmé que le Hamas poursuit sa voie de la résistance jusqu'à la défaite de l'occupation israélienne qui s'empare de la Palestine.

"Les Palestiniens n'oublient plus le massacre de Sabra et Chatila commis par l'occupation israélienne, ils vont venger de l'ennemi occupant qui a écoulé le sang du peuple palestinien et de libérer les lieux saints profanés ", a promis Redwan dans un communiqué publié, le mercredi 15/9, à l'occasion de la 28ème commémoration du massacre de Sabra et Chatila, commis dans la capitale libanaise Beyrouth le 16 Septembre 1982.

Redwan a souligné que le souvenir du massacre de Sabra et Chatila, commis par l'ennemi occupant israélien contre le peuple palestinien, coïncide avec le début des négociations directes inutiles et maigres avec l'occupation au cours des massacres des martyrs de Beit Hanoun et ceux et blessés de « Johr al-Dick », ainsi l'assaut des esplanades sacrées d'Al Aqsa.

«Cet anniversaire est une honte sur le front des négociateurs qui halent derrière les agendas de l'ennemi occupant, ceux qui ont été soumis aux conditions des israéliens et américains, en vertu de ces crimes répétés contre le peuple palestinien », a-t-il également ajouté.

Cependant, le leader du Hamas a souligné que « le sang et les corps des martyrs de; Sabra, Chatila, Gaza , la Cisjordanie occupée et Jérusalem (Al Qods occupée) resteront une malédiction qui poursuit tous ceux qui ruent et coopèrent au niveau sécuritaire avec l'occupation ».

En fin, Redwan a appelé le gouvernement libanais à assurer une vie décente aux réfugiés palestiniens qui doivent un tel jour retourner à leurs foyers dans les territoires palestiniens occupés, en soulignant aux fortes relations entre les peuples palestinien et libanais et leur résistance unifiée face à l'occupation.

16/09/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Pertes des Résistants

17-09

Les forces d'occupation israéliennes ont assassiné, dans la matinée de ce vendredi un chef du mouvement Hamas en Cisjordanie occupée.

Le martyr Iyad Abou Chilbaya, 38 ans, a été abattu par des militaires de l'occupation, après l'infiltration des dizaines de chars israéliens dans le camp de réfugiés de Nour Shams, près de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie occupée.

Selon des sources sécuritaires et médicales, les forces d'occupation ont pris d'assaut le domicile du martyr qui était endormi dans son lit, le tuant sur le coup par 3 balles, deux dans la poitrine et une dans le cou.

Les forces d'occupation ont en outre arrêté dix membres du Hamas, lors de cette incursion.

<http://www.almanar.com.lb>

3 Politique

a) Politique Palestinienne

1-1 Processus de paix.

Le Hamas accuse l'Autorité palestinienne de « trahison »

Conflit interpalestinien.

Le Hamas a accusé hier l'Autorité palestinienne de « trahison » après l'arrestation par ses services de sécurité de militants de la formation islamiste soupçonnés d'implication dans deux récents attentats anti-israéliens en Cisjordanie. « Il s'agit de trahison nationale et de collaboration directe avec l'ennemi », a affirmé dans un communiqué le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum, qui a mis en garde contre la remise à Israël des hommes arrêtés. « En poursuivant cette campagne criminelle, l'Autorité palestinienne franchit toutes les lignes rouges et met ouvertement en lumière sa collaboration avec l'ennemi », a-t-il ajouté. « Cela ne fera que renforcer la détermination du Hamas à poursuivre la résistance et à intensifier ses dures frappes contre l'ennemi sioniste », a-t-il encore averti.

Un responsable de l'Autorité palestinienne a indiqué mardi à l'AFP sous le couvert de l'anonymat que les services de sécurité palestiniens avaient arrêté les membres de deux cellules du Hamas liées aux deux attaques anti-israéliennes en Cisjordanie. La première de ces attaques, le 31 août, a coûté la vie à quatre colons près de Hébron, et la seconde, le 1er septembre, a fait deux blessés à l'est de Ramallah.

Le responsable de l'Autorité palestinienne n'a pas précisé le nombre de personnes arrêtées.

Ces attentats, revendiqués par le Hamas, en pleine reprise des négociations directes israélo-palestiniennes à Washington, avaient embarrassé l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas, qui les avait condamnés

comme « contraires aux intérêts nationaux ». Les services de sécurité palestiniens avaient alors lancé une vague d'arrestations et d'interpellations dans les zones autonomes de Cisjordanie sous leur contrôle. Le Hamas avait fait état de 150 à 550 arrestations parmi ses sympathisants et leurs proches, selon les estimations du mouvement, qualifiées d'exagérées par l'Autorité palestinienne.

09 septembre 2010

1-3 Sur le terrain.

Le Hamas démantèle un réseau d'espions au service d'«Israël».

Le Hamas a annoncé jeudi avoir démantelé un réseau d'espions au service d'Israël qui a infiltré des groupes armés palestiniens et aidé à l'élimination de leurs chefs.

"Les organes compétents sont parvenus à obtenir des aveux incriminant et à identifier un certain nombre d'agents qui étaient derrière les assassinats de chefs de la résistance", a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab al-Ghoussein, lors d'une conférence de presse, à Gaza.

"Nous avons arrêté plusieurs agents qui étaient parvenus à infiltrer des organisations de la résistance en rejoignant leurs rangs et en gagnant la confiance de leurs chefs", a encore affirmé le porte-parole.

M. Ghoussein a recensé plusieurs affaires, certaines remontant à 2006, dans lesquelles des agents avaient permis de localiser des commandants de groupes de résistance avant qu'ils ne soient tués par les forces israéliennes, et avaient commis des attentats à la bombe contre ces mêmes organisations palestiniennes.

Toutefois, le porte-parole de l'Intérieur s'est refusé à préciser le nombre d'agents présumés arrêtés. Il n'a livré qu'un seul nom, celui d'un partisan du mouvement du Fatah qui s'est apparemment enfui à Ramallah (Cisjordanie occupée).

Le Hamas a également présenté une vidéo montrant deux hommes, dont les visages étaient floutés, en train d'avouer qu'ils avaient espionné pour le compte d'Israël et détaillant la façon dont ils avaient été recrutés, ainsi que des gadgets qui avaient servi aux agents pour communiquer.

"Les services de sécurité (du Hamas) ont comme politique stricte de ne pas dévoiler de noms ou de situations spécifiques, mais il est certain que nous avons abouti à quelque chose", s'est félicité M. Ghoussein.

Le Hamas a, en outre, exhorté les "collaborateurs" à se livrer aux autorités, sous peine d'en payer le prix. En général, ces derniers sont punis de la peine de mort.

24/09/2010

<http://www.almanar.com.lb>

1-4 Les grandes manœuvres.

23-09

Les brigades d'Al-Qassam, le bras armé du Hamas, a démenti les informations publiées par le quotidien égyptien Al-Ahram, sur l'arrestation des auteurs de l'opération d'Al-Khalil qui a fait 4 morts israéliens.

Dans un communiqué, les brigades d'Al-Qassam, a accusé le quotidien égyptien d'adopter les mêmes méthodes utilisées par les médias israéliens.

Les brigades ont dénoncé la politique du quotidien qui « s'en prend à la résistance palestinienne et se lamente sur la mort d'Israéliens, en indiquant que l'une des israéliens tués est une femme enceinte ».

« Alors qu'on ne voit pas cette lamentation lors des massacres israéliennes à l'encontre des Palestiniens, dont des enfants, des vieillards et des femmes », ajoute le communiqué.

<http://www.almanar.com.lb>

23-09

Le porte-parole du Hamas, sami Abou Zouhri a accusé l'Egypte de "tromperie" après l'arrestation d'un de ses responsables de la sécurité, Mohammed Khamis Dababech, à l'aéroport du Caire.

En arrêtant ce responsable, "l'Egypte tourne en dérision les relations palestino-égyptiennes", a affirmé Abou Zouhri, lors d'une conférence de presse à Gaza .

Il a appelé à "sa libération immédiate ainsi qu'à celle de tous les frères arrêtés (...) et des fils de notre peuple soumis à la torture". Dababech est "une personnalité officielle qui joue un rôle dans le dialogue" de réconciliation interpalestinien au Caire, a-t-il souligné.

M. Zouhri a affirmé que Dababech avait été arrêté à son retour du petit pèlerinage à la Mecque en Arabie saoudite, fustigeant "un "comportement inacceptable qui implique une tromperie manifeste ". Il a démenti les informations d'Al-Ahram (gouvernemental) qui l'a aussi accusé d'implication dans la mort en janvier d'un policier égyptien à la frontière avec Gaza .

Mohammed Khamis Dababech a été arrêté à son arrivée au Caire venant de Damas à la fin de la semaine dernière, selon le quotidien égyptien al-Ahram. Il est soupçonné d'implication dans une soi-disant « tentative de trafic d'une importante quantité de systèmes de télécommunications sophistiqués ».

23/09/2010

<http://www.almanar.com.lb>

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Netanyahu ne saurait ignorer éternellement les pressions internationales.

Par douzaines, des photographes de presse sillonnaient hier la Cisjordanie, en quête de ce qui est devenu le symbole du processus de paix israélo-palestinien : des bulldozers.

Nous sommes peut-être à l'âge de la high-tech, des missiles balistiques et de la guerre des étoiles, mais on aurait dit, la nuit dernière, que le sort du Moyen Orient dépendait de quelques instantanés de ces véhicules démodés, aussi anciens que le conflit lui-même, hoquetant au flanc de collines empierreées.

La question est de savoir à qui les bulldozers causeront le plus grand tort : au Premier ministre Benjamin Netanyahu qui a dû, dès la nuit dernière, composer avec les pressions massives de la Maison Blanche, ou aux colons qui fêtaient la fin du moratoire dans les colonies mais savent en leur for intérieur que plus ils trompent leur victoire, moins les constructions se concrétiseront.

À dater d'aujourd'hui, juridiquement parlant la situation sera plus propice aux constructions [dans les Territoires] – mais politiquement parlant elles seront moins tolérées encore. Et c'est là, finalement, ce qui compte vraiment.

Netanyahu aurait pu amener le gouvernement à prolonger le moratoire de soixante jours, comme les Américains le demandaient. Mais pourquoi devrait-il perdre de son crédit, paraître faible et vulnérable face aux pressions, attiser les luttes internes au sein de la coalition et de son propre parti, le Likoud, et donner l'avantage à ses rivaux sur un point aussi accessoire qu'une brève extension du gel ?

Il sait qu'un jour ou l'autre, il lui faudra affronter le même dilemme que ses prédécesseurs, Ariel Sharon et Ehud Olmert : devrait-il renoncer à l'idéologie dépassée, irréaliste « avec laquelle nous nous sommes présentés aux élections », ainsi que son rival Silvan Shalom ne laisse pas de le lui rappeler, en faveur d'un marché dont le prix est connu ? Il dit vouloir atteindre ce jour avec une coalition stable et la majorité de l'opinion derrière lui.

Il est le seul à savoir s'il le pense vraiment ou non. Mais il ne peut pas laisser les pourparlers exploser. Une nouvelle impasse diplomatique entraînerait un regain de violence, un isolement sur la scène internationale, des sanctions européennes et la condamnation de l'ONU. Et cela conduirait aussi le Parti travailliste à sortir du gouvernement, laissant Netanyahu face à son cauchemar : une minorité de gouvernement droitière, soutenue de l'extérieur par les jusqu'aboutistes de l'Union Nationale, quotidiennement soumise au chantage des partis ultra orthodoxes et, pis encore, aux extrémistes au sein du Likoud.

C'est la raison pour laquelle il a fait du chef du Parti travailliste, Ehud Barak, son partenaire principal et son confident en ce qui concerne la question de la fin du gel des implantations. La semaine dernière, tandis que Barak était aux États-Unis, ils doivent avoir échangé près d'une centaine de coups de téléphone. Netanyahu espère qu'en faisant de Barak son partenaire à part entière, il l'a emprisonné dans la coalition et lui a ôté tout prétexte à démissionner.

Mais il sait que Barak n'est jamais que le représentant d'un parti. Et sans processus de paix, sans espoir, dans la violence et l'isolement international, les Travaillistes n'auront aucune raison de s'enliser dans l'attente des funérailles.

Yossi Verter

Trad. : Tal pour La Paix Maintenant

27 septembre 2010

Ha'aretz,

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Israël se prépare à une confrontation violente avec le Hamas

Un haut responsable de l'armée israélienne a estimé que la prochaine confrontation avec le Hamas à Gaza serait plus violente et plus sanglante que les confrontations précédentes.

Il a également souligné que l'armée avait dorénavant la force nécessaire pour porter un coup mortel au Hamas et qu'elle le ferait sans enfreindre le droit international.

Le commandant de la brigade de Gaza de l'armée israélienne, le général Eyal Eisenberg, a expliqué que durant la prochaine confrontation, les dirigeants du Hamas seront les premières cibles de l'armée et que celle-ci n'hésitera pas à les éliminer. De plus, il a révélé que le Hamas avait récemment essayé d'enlever des soldats israéliens, ajoutant que l'armée israélienne avait découvert plusieurs tunnels qui auraient du servir aux résistants après l'enlèvement. Le général israélien a déclaré vendredi, au cours d'un entretien donné au site internet du quotidien Yediot Aharonot, que l'armée israélienne devait être prête en permanence en prévision de la prochaine confrontation, qui pourrait avoir lieu dans un futur proche. IL affirme cependant, qu'il est encore difficile de savoir quand elle aura lieu et comment elle se déroulera.

Récemment, l'armée israélienne a mis en place un réseau de défense anti-missiles, appelé "dôme de fer", qui doit permettre d'intercepter les missiles tirés vers Israël. D'après le même site internet, le général Eisenberg aurait critiqué ce procédé, expliquant qu'Israël ne devait pas subir une telle situation mais qu'il était temps de changer de politique, et de passer à une stratégie offensive afin d'empêcher les tirs de roquettes sur le territoire israélien. Il a ajouté que la période actuelle, marquée par le lancement des négociations directes entre le gouvernement

israélien et l'Autorité palestinienne de Ramallah, était une période très sensible, en insistant sur le fait qu'il était probable que, une fois la période de calme terminée, la violence reprenne de façon dramatique. Selon lui, chaque fois qu'il y a des progrès dans le processus de paix, le Hamas se sent de plus en plus faible et menacé. Il poursuit en disant que l'augmentation du nombre d'attaques, qu'il désigne comme terroristes, est liée à la progression du processus de paix. En effet, chaque fois que le processus de paix avance, les opérations terroristes contre Israël augmentent. Il a souligné que le Hamas était un mouvement qui ne reconnaissait pas l'État d'Israël et ne pouvait être classé comme "fan du peuple juif", selon ses propres mots. Il est donc impératif pour l'État juif de ne pas céder d'un iota dans le domaine de la sécurité, concernant ses relations avec le Hamas. Enfin, pour Eisenberg, la prochaine bataille contre le Hamas, sera plus compliquée et plus sanglante que les précédentes. Il note que le Hamas pourrait augmenter la puissance de feu de ses missiles et ainsi toucher Israël plus en profondeur. Il a souligné que, selon les estimations des services de renseignement, les roquettes du Hamas feraient de nombreuses victimes notamment à Tel Aviv, mais il a annoncé que l'armée était prête pour affronter cela.

29-09

http://www.lepost.fr/article/2010/09/29/2242152_vrais-ou-pas-israel-se-prepare-a-une-confrontation-violente-avec-le-hamas.html#xtor=RSS-33

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

21-09

Un responsable du Hamas détenu en Egypte

Le Hamas a confirmé mardi l'arrestation en Egypte d'un de ses principaux responsables, qui selon la presse égyptienne serait interrogé sur des affaires de contrebande et sur la mort d'un soldat égyptien l'an dernier à la frontière avec Gaza. Mohammed Dababeh, un dirigeant des services de sécurité du Hamas, a été arrêté le 13 septembre à l'aéroport du Caire, en provenance d'Arabie saoudite. "Nous considérons cette arrestation inacceptable et injustifiée comme un mauvais coup porté aux relations palestino-égyptiennes", a déclaré lors d'une conférence de presse à Gaza un porte-parole du mouvement islamiste, Fawzi Barhoum. Selon des journaux égyptiens, Dababeh est interrogé sur une importante cargaison d'émetteurs-récepteurs radio apparemment destinée aux forces du Hamas à Gaza et saisie par les policiers égyptiens.

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/un-responsable-du-hamas-detenu-en-egypte-6073746.html>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Europe

Sylvain Cypel : MM. Kouchner et Moratinos se lamentent à New York...

Le public avait été invité à l'université de New York (NYU) pour écouter Bernard Kouchner et Miguel Angel Moratinos, ministres des affaires étrangères français et espagnol, plancher sur le sujet : "*L'Union européenne et le processus de paix au Proche-Orient*".

Les deux hommes avaient manifestement besoin de s'épancher. L'essentiel de leur temps fut consacré à une litanie commune sur un seul et unique thème : la frustration des Européens dont l'apport serait nécessaire pour que cette région accède enfin à la paix, mais que les Etats-Unis tiennent inexplicablement à l'écart, quand ils n'ajoutent pas le mépris à l'indifférence.

Les Européens ne sont bons qu'à être "*d'excellents banquiers*" au Proche-Orient - traduire : à aider financièrement les Palestiniens -, s'indigna M. Kouchner, alors que "*nous devrions être partie intégrante du processus de paix*". D'autant, rappela à deux reprises le ministre français, qui se targua d'avoir "*longtemps travaillé à Gaza*" pour montrer qu'il connaissait bien la région, que "*l'Europe est la première puissance économique au monde*". Les Européens ne "*se sentent pas exclus*" du Proche-Orient par les Américains, ils ne sont "*pas jaloux de leur prééminence*" parfois "*compréhensible*", mais enfin, "*nous demandons juste à jouer un rôle un peu plus important*". Ce n'est pas le bout du monde, les Américains pourraient le comprendre...

"*Il y a aux Etats-Unis un manque de compréhension de ce qu'est l'Europe*" et du rôle qu'elle devrait jouer, renchérit M. Moratinos, qui a passé de longues années sur place comme envoyé spécial de l'Union européenne en Israël et dans les territoires palestiniens. Et de rappeler que l'UE a évoqué officiellement la constitution d'un Etat palestinien bien avant que les Américains ne parviennent à la même conclusion. "*Si aujourd'hui il y a une chance de faire la paix, c'est d'abord grâce aux Européens. Le moment est venu qu'Américains et nous entretenions dans la région une meilleure relation*", osa le ministre espagnol, qui reprocha à l'administration américaine actuelle de fonctionner, au Proche-Orient, selon "*de vieilles normes : avec tout le respect que je dois à l'admirable ouverture qui a eu lieu à Washington*" (la reprise des négociations proche-orientales que Barack

Obama a obtenue), "il y a d'autres acteurs dans le monde et dans cette zone, les Américains devraient mieux en tenir compte".

Une "vieille chorégraphie"

Le médiateur, le professeur [Tom Bishop](#), s'enquit de savoir d'où venait cette triste incompréhension entre alliés. M. Kouchner tergiversa, M. Moratinos leva un coin du voile : dans la "vieille chorégraphie" proche-orientale, les acteurs "se sont toujours sentis plus à l'aise lorsqu'ils n'avaient pour intermédiaire que les seuls Américains". Ces derniers peuvent avoir bien des défauts, mais l'évidence est là : si l'Europe est réduite au Proche-Orient au rôle du banquier, c'est d'abord parce qu'à Jérusalem, à Ramallah, au Caire, à Riyad, à Téhéran ou Ankara, pour tous les gouvernants, et depuis longtemps, le seul véritable interlocuteur se nomme Washington. M. Kouchner reste-il cependant optimiste ? "Si la colonisation (israélienne) se poursuit, ce sera impossible." Il parlait enfin de la paix. Sylvain Cypel

Article paru dans l'édition du 24.09.10

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/09/23/mm-kouchner-et-moratinos-se-lamentent-a-new-york_1415065_3218.html

5 Médias/Vidéos

5-1 [Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine.](#)

Au nez et à la vue de tout le monde, ça colonise sec. Vous verrez qu'ils ne vont pas chasser que les musulmans de Jérusalem mais que les Chrétiens qu'ils détestent tout autant vont aussi y avoir droit. C'est certain. L'entité sioniste raciste veut tout le gâteau pour elle. Pour y construire son temple de Moloch.

Le temple de ses Ancêtres Hyksos comme nous l'expliquions en vidéo [ICI](#). La vidéo complète est [ICI](#).

Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine.

Jeudi 23 septembre 2010

http://www.ubest1.com/index.php?option=com_seyret&Itemid=27&task=commentaire&nom_idaka=20804&anaran_a=video&ecrit=Evangelizt4

<http://palestine.over-blog.net/article-judaisation-d-al-qods-5-millions-de-shekels-pour-detruire-la-capitale-de-la-palestine-57590931.html>

5-2 Enfin franchement, dans quel pays "démocratique" voit-on cela ?

Extrait

Dans quel pays voit-on assassiner froidement des personnes comme on le voit en Palestine ?

Non contents de les spolier, de les voler, de profiter d'eux, ils faut encore qu'ils les assassinent.

Ce qui se passe là-bas est inadmissible.

Il faut voir un peu la souffrance que génèrent les sionistes à ce peuple Ancstral qui réside sur cette terre.

Là, ils ont tué un homme jeune de 32 qui avait cinq enfants.

Ca n'arrête pas.

C'est infernal.

La Cruauté et l'Inhumanité de cet Occupant est une honte pour le Monde Libre.

Une Honte pour tous les Fils et Filles de Juifs qui ne peuvent plus supporter ces ignominies.

...

Vous êtes en pleine décadence et en pleine régression.

...

Jeudi 23 septembre

vidéo Joseph Dana

josephdana.com

5-3 Vidéo : Au sujet de l'armée la plus morale du monde, dixit Barak.

Très belle lettre ouverte de Lauren Booth aux Israéliens

Cliquez sur le lien

<http://www.europalestine.com/spip.php?article5405>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Abou Zouhri : l'occupation se prépare à une nouvelle agression en propageant des mensonges.

« Les allégations de l'occupation israélienne concernant le lancement de missiles phosphoriques en direction de l'entité sioniste (les territoires palestiniens occupés en 1948) ne sont que des mensonges », a déclaré le porte-parole du Hamas, Dr. Sami Abou Zouhri.

Le porte-parole du Hamas a ajouté, le mercredi soir 15/9 : « l'occupation cherche des prétentions supplémentaires pour justifier son escalade agressive probable contre Gaza, dans ce contexte elle propage ses allégations à propos du lancement des missiles vers le Néguev »

« Ces allégations sionistes visent à inciter la communauté internationale et pour justifier l'utilisation du phosphore durant leur guerre (Plomb durci) contre la bande de Gaza », a ainsi souligné Abou Zouhri.

Le porte-parole du Hamas a attiré l'attention de l'opinion publique aux agressions, violations et crimes continuelles de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien, notamment pendant les négociations directes qui ne sont pas encore achevées, tout en portant la responsabilité sur la communauté internationale de toute escalade agressive sioniste et les conséquences possibles qui en découlent, visant la population innocente du secteur assiégé par l'embargo sioniste depuis plus de 4 ans consécutifs.

Le chef du soi-disant Conseil régional « Eshkol », Haim Yellin a annoncé qu'il va envoyer aujourd'hui une lettre urgente au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour se plaindre le lancement des missiles phosphoriques, par le Hamas, sur les zones résidentielles dans le Néguev, selon ses allégations mensongères. Pourtant, les forces de l'occupation ont toujours habitude à la propagation de ces allégations prétendant le lancement d'obus, rien pour justifier leurs raids et agressions barbares sur la bande de Gaza, et dans ce contexte, l'aviation israélienne a lancé récemment et à mainte reprise des raids sur les tunnels de Rafah, qui ont conduit à la martyre des citoyens et la blessures d'autres dont un nonagénaire et son petit-fils massacré devant leur ferme. Il est à noter que l'occupation a été utilisée d'une manière plus intense des obus au phosphore lors de sa guerre néonazie sur Gaza, qui a reçu une large condamnation internationale comme une forme de crimes de guerre commis par son armée à Gaza

17/09/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

6-2 Troubles à Jérusalem après la mort d'un Palestinien.

Des policiers israéliens ont pénétré mercredi dans le complexe de la mosquée al Aksa, à Jérusalem, pour disperser des Palestiniens qui lançaient des pierres en direction du mur des lamentations, a rapporté un porte-parole des forces de l'ordre.

Les Palestiniens se sont retirés à l'intérieur de la mosquée, qui est le troisième plus important sanctuaire de l'islam. On n'a pas signalé de blessés et pas d'autre confrontation à cet endroit, a dit le porte-parole.

L'intervention de la police a fait suite à un regain de tension provoqué par la mort d'un Palestinien de 32 ans, tué en tout début de journée par un Israélien dans le quartier de Silouane, où la présence d'une petite colonie juive provoque fréquemment des tensions.

Selon des habitants du quartier, le tireur est un agent de sécurité qui travaille à la colonie de peuplement de Silouane. Le tireur a déclaré aux enquêteurs qu'il circulait en voiture avant le lever du jour lorsque des dizaines de Palestiniens lui ont bloqué le passage et ont lancé des pierres sur son véhicule. Il a précisé avoir ouvert le feu pour se dégager.

« C'était sa vie ou la leur », a expliqué Ariel Rosenberg, porte-parole du ministère israélien du Logement. Après cette fusillade, des habitants de Silouane sont descendus dans les rues, renversant deux voitures, en incendiant deux autres et caillassant les forces de police et des passants.

CONDAMNATION DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Au moins sept civils israéliens et un policier ont été blessés, rapportent les forces de l'ordre. Plusieurs Palestiniens ont également été blessés dans les échauffourées de la journée, selon des habitants de Silouane. La police dit avoir répliqué aux caillassages par des tirs de gaz lacrymogènes ainsi qu'avec des grenades assourdissantes et des canons à eau.

Des centaines de personnes ont assisté dans la journée aux obsèques de la victime, qui était père de cinq enfants, et des heurts sporadiques ont éclaté en plusieurs endroits de la Vieille ville, où se trouve la mosquée al Aksa.

« Cette escalade de la violence de la part des forces d'occupation israéliennes vient battre en brèche le processus de paix », a estimé le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Ghassan Khatib, qui a accusé la police d'avoir empêché les ambulances d'atteindre Silouane.

« Les actes illicites consistant à positionner des colons fortement armés au coeur de quartiers palestiniens débouchent sur des provocations et des violences quotidiennes contre des Palestiniens sans défense et sans arme, et ouvrent la voie à d'autres crimes de ce genre », a-t-il ajouté.

Israël s'est emparé de Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville, lors de la guerre des Six-Jours en juin 1967 et l'a ensuite annexée.

Reuters

22- septembre

<http://www.inversalis-productions.eu:80/blog/2010/09/troubles-a-jerusalem-apres-la-mort-dun-palestinien/>

7 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage tout du point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

7-1 Le Quartette demande à Israël de prolonger le gel de la colonisation.

22/09/2010 - 09:07

Soucieux de maintenir les conditions du dialogue direct israélo-palestinien, les États-Unis, l'UE, l'ONU et la Russie ont invité Israël à prolonger son moratoire sur la colonisation en Cisjordanie, qui doit en principe expirer dimanche.

Par [Dépêche](#) (texte)

AFP -

Le Quartette pour le Proche-Orient a ajouté mardi sa voix à la pression internationale pour qu'Israël prolonge le moratoire sur la colonisation en Cisjordanie, alors que les Palestiniens insistaient sur une phase "décisive" pour le dialogue de paix.

Le Quartette (Etats-Unis, UE, ONU et Russie) "note que le louable moratoire israélien sur la colonisation institué en novembre dernier a eu un impact positif, et invite instamment à le poursuivre", écrit le groupe dans un communiqué publié après sa réunion en marge de l'assemblée générale des Nations unies.

Le Quartette "rappelle que les actions unilatérales de chacune des parties, notamment l'activité de colonisation, ne peuvent préjuger du résultat des négociations et ne seront pas reconnues par la communauté internationale". Le groupe invite encore Israéliens et Palestiniens à "trouver le moyen d'assurer la poursuite constructive des négociations", et "appelle la communauté internationale à soutenir leurs efforts."

Les Palestiniens ont prévenu que le dialogue direct, qui a repris le 2 septembre, prendrait fin si la colonisation reprenait. Le moratoire partiel décidé par Israël expire en principe dimanche, bien que l'armée israélienne ait fixé pour sa part l'échéance au 30 septembre à minuit.

"Les dix prochains jours seront décisifs et détermineront le sort des négociations directes avec Israël", a dit à l'AFP le porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas.

"Le monde doit comprendre notre besoin de mettre fin à la colonisation", a réitéré M. Abbas mardi, peu avant la réunion du Quartette.

Israël refuse jusqu'à présent de prolonger formellement le moratoire, mais pourrait se montrer ouvert à un compromis. Danny Ayalon, le vice-ministre israélien des Affaires étrangères, a ainsi évoqué mardi la possibilité d'une solution de "juste milieu".

En Israël, le Premier ministre Benjamin Netanyahu n'a pas abordé ce thème. Il a en revanche annoncé qu'il "soumettra au peuple" pour ratification un éventuel accord avec les Palestiniens.

Selon une source israélienne, Yitzhak Molcho, principal conseiller de M. Netanyahu dans la négociation, et le négociateur palestinien Saëb Erakat se sont entretenus mardi à l'ONU.

Tant les Nations unies que l'Union européenne et les Etats-Unis avaient insisté ces derniers jours pour qu'Israël étende le gel de la colonisation.

Washington a placé tout son poids diplomatique dans la reprise du "dialogue direct", célébrée le 2 septembre par le président Barack Obama entouré de MM. Abbas et Netanyahu, après de longs mois d'efforts.

Une prolongation du moratoire, espère-t-on à Washington, pourrait permettre aux deux parties de résoudre la question des frontières entre Israël et le futur Etat palestinien.

L'effort diplomatique américain pour maintenir l'élan des pourparlers passait également, mardi, par des entretiens entre Mme Clinton et des dirigeants arabes. Elle s'est adressée successivement à l'émir du Qatar, Hamad Al-Thani, au ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal, et au comité de suivi de la Ligue arabe.

La France, indirectement représentée par l'UE dans le Quartette, exhorte elle aussi les Israéliens à "ne pas faire de gaffe" dimanche 26 septembre, a indiqué une source diplomatique française.

Une conférence des donateurs à l'Autorité palestinienne pourrait être annoncée "dans le courant de l'automne", a annoncé la Norvège, en soulignant que la décision définitive dépendrait du déroulement du dialogue israélo-palestinien.

22/09/2010

<http://www.france24.com/fr/20100922-proche-orient-quartette-demande-israel-prolonger-gel-colonisation>

7-2 Alain Gresh : Juifs ou Israéliens ?

« Une majorité d'Israéliens pour la reprise de la colonisation en Cisjordanie », tel est le titre d'une dépêche en provenance de Jérusalem et datée du 14 septembre.

On y lit que plus de la moitié des personnes interrogées (51%) « estime que le Premier ministre Benjamin Netanyahu doit ordonner la reprise de la construction à l'issue de ce moratoire le 26 septembre.

39% sont favorables à la poursuite du gel partiel de la colonisation

et

10% sont sans opinion ».

Ce sondage a été réalisé par le quotidien israélien Yediot Aharonot.

Le petit problème, c'est que les personnes interrogées sont les seuls Israéliens juifs, ce qui veut dire qu'on n'a pas demandé leur avis aux quelque 1,5 million de Palestiniens citoyens de l'Etat d'Israël, soit environ 20 % de la population.

Le titre de la dépêche de l'AFP est donc **factuellement faux**, mais il illustre bien ce que veut dire le terme « Etat juif », un Etat dans lequel les citoyens non juifs n'ont pas voix au chapitre.

Durant le processus d'Oslo, un certain nombre de députés de droite avaient exigé du gouvernement Rabin que toute décision importante sur l'avenir des territoires occupés, pour être adoptée, doive disposer au parlement d'une « majorité juive », c'est-à-dire ne prenant pas en compte les députés palestiniens.

Il est vrai qu'il n'existe pas, pour Israël, de nationaux israéliens, mais seulement des citoyens juifs ou des citoyens non juifs.

Né à Varsovie, ayant passé deux années dans le camp de concentration de Bergen-Belsen, Israël Shahak avait émigré en Palestine en 1945. Professeur de chimie à l'Université hébraïque de Jérusalem, il devint président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen en 1970. Dans un livre courageux publié en français en 1975 et intitulé *Le Racisme de l'Etat d'Israël*, ouvrage dont on peut se demander s'il trouverait un éditeur aujourd'hui, il posait la question : « Qu'est-ce qu'un "Etat juif" ? » (Guy Authier, 1975) et esquissait la réponse suivante : « La majorité des écrits concernant Israël et l'essentiel de ce qui se dit à son propos hors de ses frontières souffrent d'une lacune fondamentale : ils ignorent le fait que l'Etat d'Israël n'est – ni en principe ni en fait – un Etat israélien, ni un Etat des Israéliens ; c'est un Etat juif. »

Aucune statistique, poursuivait-il, ne concerne les Israéliens :

« Non seulement il n'existe pas d'Israéliens en Israël, mais les animaux et les plantes elles-mêmes sont divisés en juifs et non-juifs. Officiellement, l'Etat d'Israël recense et classe les vaches et les moutons, les tomates ou le blé en produits "juifs" et "non-juifs". »

Il fallait toute l'ignorance de Bernard Kouchner pour parler de « peuple israélien » auquel l'Europe devait garantir « sa sécurité et son identité juive » (« A quand l'Etat palestinien ? », *Le Monde*, 23 février 2010).

Israël est la seule démocratie qui opère une distinction entre citoyenneté et nationalité : tous les titulaires de la citoyenneté (ezrahut) ont, en principe, des droits égaux, mais seuls certains, les juifs, bénéficient de la nationalité (le'um). En 1970, Shimon Agranat, président de la Cour suprême, a confirmé que l'on ne pouvait pas parler de « nationalité israélienne », car il n'existait pas de nation israélienne séparée de la nation juive et qu'Israël n'était même pas l'Etat de ses citoyens juifs, mais celui des juifs du monde. Uzi Ornan, professeur de linguistique, a intenté une action en 2000 pour inverser ce jugement, mais les chances d'aboutir sont faibles.

On comprend mieux pourquoi les Palestiniens ne peuvent reconnaître le caractère juif de l'Etat d'Israël, qui entérinerait le statut de seconde zone accordé aux Palestiniens de cet Etat. Et on peut s'étonner que les dirigeants américains ou européens, ainsi que de nombreux intellectuels, exigent de l'Autorité palestinienne qu'elle se plie aux injonctions israéliennes.

Alain Gresh

Source : blog.mondediplo.net

17 septembre 2010, par [Comité Valmy](#)

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article858>

7-3 Roger Sheety : Tout ce que vous avez fait : colonialisme, nettoyage ethnique et le Web.

Derrière la façade d'un nouvel épisode de faux pourparlers de paix, le gouvernement israélien et ses défenseurs attirés paniquent. Pas une semaine ne se passe sans qu'on entende leur plainte sur "l'isolement" d'Israël, ou sur la campagne de "délégitimation" qu'il subit. En février dernier the Reut institute, un think tank israélien a publié un article de propagande particulièrement délirant en matière de désinformation qu'il a présenté comme un rapport académique et qui dénonçait l'existence d'un effort international concerté pour "miner" le statut diplomatique d'Israël, effort qui *"pourrait en arriver à poser une menace existentielle de grande envergure dans les années qui viennent."* (*) Pour eux, tout individu ou organisme qui critique la politique d'Israël dans les territoires occupés de Palestine est de facto un membre de ce menaçant réseau de délégitimation. Comme toute la Hasbara (explication) israélienne, *the Reut Institute* blâme d'abord les Palestiniens et ensuite tous ceux qui relatent ou font connaître leurs épreuves.

Depuis, différents officiels israéliens ont consciencieusement répété les soi-disant découvertes de ce rapport. C'est ainsi que le 21 juin, une édition du Jerusalem Post rapporte les propos de l'Ambassadeur israélien à l'ONU, Gabriella Shalev, selon lesquels Israël serait *"le pays le plus isolé et le plus seul au monde"*. *"La pire menace à l'existence [d'Israël] n'est pas la prolifération nucléaire de l'Iran"* continue l'article, *"mais les efforts internationaux pour délégitimer Israël."* Voyez comme Shalev tout comme l'auteur de l'article répètent mot pour mot les allégations du Reut Institute avec le même vocabulaire apocalyptique. Plus récemment encore, Tony Blair, qui s'est depuis longtemps couvert de honte et d'opprobre, a utilisé exactement le même langage. La délégitimation d'Israël est un "affront" non seulement aux Israéliens mais *"à tous ceux qui dans le monde partagent les valeurs humaines de liberté et d'indépendance"* a dit Blair dans un discours dans un colloque qui s'intitulait, oui, la délégitimation d'Israël.

Mais où exactement trouve-t-on des manifestations probantes de cette campagne malveillante visant à isoler et à délégitimer Israël ? Certainement pas au gouvernement américain. Le 16 juillet 2010 le Secrétaire d'Etat des USA, Andrew J. Shapiro a fièrement annoncé que *"pour l'année fiscale 2010 l'Administration avait demandé au*

Congrès d'octroyer 2 775 milliards de dollars à Israël au titre de l'assistance sécuritaire, la plus importante demande de cette nature dans l'histoire des USA." Il a ajouté "Le Congrès a donné son accord pour l'année fiscale 2010 et nous avons demandé encore plus - 3 milliards de dollars- pour 2011. Ces demandes sont conformes à l'engagement de l'Administration de donner 30 milliards d'assistance sécuritaire à Israël sur 10 ans selon l'accord de coopération signé en 2007 par les deux pays." Une étude des Conservateurs publiée il y a deux ans par le Washington Report on Middle East affairs (rapport de Washington sur les Questions du Moyen-Orient) indique que le montant de l'aide financière officielle des USA à Israël de 1949 à 2008 s'élève à presque 114 milliards de dollars.

Peut-être alors que c'est l'Europe la coupable ? Pas du tout, selon Robert Fisk qui a récemment écrit que Israël était devenu une membre de l'Union Européenne à qui il ne manquait que la reconnaissance officielle. Fisk cite David Cronin selon lequel *"Israël a développé des liens politiques et économiques puissants avec l'UE pendant ces dix dernières années qui ont fait de lui un état membre de l'Union à qui il ne manque que le titre officiel"*. Vu que les gouvernements américains et Européens restent clairement déterminés à récompenser Israël de ses crimes, qu'est-ce qui peut donc effrayer le seul état doté de la puissance nucléaire au Moyen-Orient et la quatrième puissance militaire mondiale ? Le grand poète palestinien Mahmoud Darwish a écrit un jour : *"Tout ce que vous avez fait à notre peuple est inscrit dans des carnets."* Mais même Darwish ne pouvait pas se rendre compte de ce que ses paroles avaient de prophétique. Car aujourd'hui ce qui est fait au peuple palestinien n'est pas seulement recensé par des universitaires et des journalistes, mais aussi par les Palestiniens eux-mêmes sur Youtube, Google video, et sur mille autres sites web de vidéos, et par des sites indépendants d'Internet, des organisations humanitaires et des blogs. Aujourd'hui on peut être témoin du processus de colonisation et de nettoyage ethnique à l'oeuvre en Palestine, dans son contexte et sans censure, en naviguant sur le Net. Bien qu'on puisse citer littéralement des centaines de situations de ce genre dans l'histoire de la Palestine, je vais me concentrer sur trois cas récents :

Premier cas - le village de Bil'in

C'est un cas clair de colonialisme, ce qui arrive à Bil'in, un village de 2000 habitants situé dans les territoires occupés palestiniens. On peut le considérer comme un microcosme de ce qui arrive dans toute la Cisjordanie. Depuis 1995 ses habitants ont organisé chaque semaine des marches pacifiques pour protester comme la construction illégale du mur d'annexion qui les a séparés de 60% de leurs terres de culture. Récemment les villageois ont été rejoints par des citoyens israéliens ainsi que par des internationaux. Les manifestants sont à chaque fois attaqués par les Forces d'Occupation Israéliennes et il y a souvent des blessés et même des morts. Le 17 avril 2009, pendant une marche, Bassem Abu Rahma, qui était désarmé a été tué par balles par un soldat israélien. Ce meurtre gratuit entièrement enregistré sur une vidéo a été balayé par un juge israélien l'année suivante. Ceux qui sont encore assez naïfs pour demander : "Où est le Gandhi palestinien devraient commencer par regarder à Bil'in -il y a quelques 2000 Gandhi là-bas.

Second cas - Shekh Jarrah, Jérusalem Est

Selon le droit international, Jérusalem Est fait partie des territoires occupés palestiniens. En tant que tels, l'état israélien n'a pas le droit de transférer une partie de sa propre population dans ces territoires ni de déporter les habitants de ces territoires. Rien qu'en 2008, l'état d'Israël a annulé le droit légal de résidence de 4 577 Palestiniens de Jérusalem Est afin que les Forces Israéliennes d'Occupation puissent les déporter. Comme on le voit dans les reportages incroyables de Sherine Tadros et Jacky Rowland de Al Jazeera, le quartier de Sheikh Jarrah a été la victime de cet incessant nettoyage ethnique *"maison par maison, famille après famille"*. Les Palestiniens en larmes sont littéralement expulsés de leurs maisons et leurs affaires sont jetées dans la rue pendant qu'ils regardent impuissants les colons juifs prendre possession de leur domicile sous la protection de l'armée d'Israël. Ce que nous voyons là n'est pas la conséquence de quelque désastre naturel mais la conséquence de politiques gouvernementales qui sont soutenues et financées par les gouvernements américains et européens. Quand Tony Blair pontifie sur *"les valeurs humaines partagées de liberté et d'indépendance"* on se demande s'il a jamais mis les pieds à Jérusalem Est.

Troisième cas - Le village de Al-Arakib

Situé dans le Naqab (Negev), Al-Arakib, un village de 300 Bédouins palestiniens, a été détruit plusieurs fois en l'espace de trois mois. En dépit du fait qu'ils sont citoyens d'Israël, l'état refuse de reconnaître leur droits de propriété sur la terre qui datent de la période ottomane. En fait, Al-Arakib est un des 50 villages bédouins dont Israël ne reconnaît pas la légalité. Pendant l'été de 2010 le gouvernement israélien a décidé de faire un exemple avec Al-Arakib, et comme le montre Max Blumenthal dans quelques reportages accablants, il a fait détruire le village à cinq reprises laissant ses habitants sans domicile et complètement démunis. Comme on le voit dans le reportage vidéo de Blumenthal, les maisons sont vidées et écrasées avec des bulldozers et des tracteurs sous les yeux des familles assises par terre. Dans un cas particulièrement odieux de démolition, les élèves d'un collège israélien ont été amenés sur le site, ils sont entrés dans les maisons et ont gribouillé les murs. Puis les affaires qui restaient dans les maisons ont été jetées dehors et les maisons ont été détruites. Israël se justifie en disant qu'il a besoin de la terre pour y planter de la forêt mais c'est une excuse profondément cynique et sans fondement. Les violentes expulsions qu'il fait subir à ses propres citoyens Palestiniens révèle toute la perversion des constantes réclamations d'Israël concernant *"ses besoins sécuritaires"*. Les enquêtes comme celles de Jacky Rowland, Sherine Tadros, Max Blumenthal et beaucoup d'autres contrastent vivement avec la propagande israélienne usée que répètent comme des perroquets les journalistes grégaires et lâches. On a du mal à comprendre la raison pour laquelle les médias principales d'Amérique et Nord ignorent largement le mouvement palestinien de résistance non-violente à l'occupation israélienne. Bien sur ce que nous voyons aujourd'hui n'a rien

de nouveau pour les Palestiniens qui sont dépossédés et expulsés depuis plus de 62 ans ; ce qui est nouveau c'est la méthode : Les "lois" byzantines israéliennes qui visent les quartiers et les villages arabes, les murs d'annexion et les barrages qui séparent les villageois de leurs terres et de leurs sources d'eau pour ensuite les donner aux colonies juives illégales construites à proximité.

Il ne faut pas être un expert en droit international ni posséder de multiples diplômes ou doctorats pour reconnaître le vrai du faux. Les gens ordinaires savent reconnaître le nettoyage ethnique et le colonialisme quand ils en voient. Ils comprennent sa profonde perversion et sa violence inhérente. C'est spécialement vrai des peuples du soit disant "tiers-monde" où la mémoire collective est encore vivement imprégnée de l'expérience du colonialisme et de sa brutalité. Des centaines de milliers de personnes du monde entier regardent encore et encore les images de ces vidéos. Leur contenu est impardonnable, leur impact émotionnel est énorme. De fait, même si on ne connaît pas bien le contexte, il faut avoir le coeur bien dur pour ne pas être touché par les souffrances que les Palestiniens endurent sous la botte des colons israéliens.

En réalité ce ne sont pas des reportages honnêtes et documentés qui obtiendront justice pour les Palestiniens. Cependant, quand ils se combinent avec la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), avec les efforts pour briser le monstrueux siège de Gaza et avec le mouvement pour faire appliquer le droit international, alors tout à coup les gouvernement israélien habitué depuis longtemps à commettre ses crimes en toute impunité commence à s'en rendre compte. Rien n'effraie davantage l'élite dirigeante et ses défenseurs attirés que de voir les citoyens se forger une conscience politique, commencer à se poser des questions et à s'engager. Plus exactement rien n'effraie plus le colonisateur que des esprits décolonisés. La marée de la conscience des masses est en train de tourner et comme l'ont appris les ségrégationnistes du Sud des USA, l'Union Soviétique et l'Afrique du Sud de l'apartheid il n'y a pas si longtemps, aucune armée aussi puissante soit-elle, et aucun état aussi répressif soit-il, ne pourra l'endiguer.

Notes : (*) See [Reut Institute document](#).

Roger Sheety

Pour consulter l'original : <http://www.palestinechronicle.com/>

Traduction : D. Muselet

Sources [Le Grand Soir](#)

23 septembre 2010

Posté par Adriana [Evangelizt](#)

r-blog.net/article-tout-ce-que-vous-avez-fait-colonialisme-nettoyage-ethnique-et-le-web-57593276.html

7-4 French Moqawama : Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine.

Au nez et à la vue de tout le monde, ça colonise sec. Vous verrez qu'ils ne vont pas chasser que les musulmans de Jérusalem mais que les Chrétiens qu'ils détestent tout autant vont aussi y avoir droit. C'est certain. L'entité sioniste raciste veut tout le gateau pour elle. Pour y construire son temple de Moloch.

Le temple de ses Ancêtres Hyksos comme nous l'expliquons en video [ICI](#). La video complète est [ICI](#).

Judaïsation d'al-Qods : 5 millions de shekels pour détruire la capitale de la Palestine

Par French Moqawama

Le ministre sioniste du tourisme a décidé de consacrer 5 millions de shekels (1.100.000€) pour promouvoir ce qu'il appelle « les sites touristiques israéliens » dans la vieille ville d'al-Qods, Silwan et Sheikh Jarrah. Selon l'étude du centre al-Qods pour les droits socio-économiques publiée le 21 septembre, il s'agit d'un pas important dans le plan de judaïsation de la ville et la modification de ses traits arabes et islamiques.

Deux millions de shekels seront consacrés à appuyer les projets de colonisation dans le quartier de Silwan, ou ce que les sionistes appellent « la ville de David », un million et demi sera consacré aux postes de colonisation dans Sheikh Jarrah et la même somme pour les postes de colonisation à l'intérieur de la vieille ville. Cette décision du ministre du tourisme vient après celle du ministre sioniste de l'éducation qui oblige les élèves des écoles « israéliennes », dans al-Qods et ailleurs, de visiter le « patrimoine juif » dans Sheikh Jarrah et Silwan notamment, deux fois par an, programme qui sera financé par 5 autres millions de shekels.

Le rapport indique que la plupart des projets à Silwan entrent dans le cadre ce qui s'appelle « le développement des infrastructures de la ville de Silwan » alors que les travaux consistent à fonder quarante postes de colonisation dans le quartier afin de détruire entièrement son caractère arabo-musulman et le judaïser. Il y a deux ans, les autorités de l'occupation avaient démonté le site omeyyade qui se trouvait au sud-ouest de la mosquée al-Aqsa pour transporter ses pierres, pesant 5 tonnes, et les exposer dans la place de la Knesset et d'autres lieux, dans une volonté manifeste de rayer le patrimoine arabo-musulman en éparpillant ses vestiges.

Le rapport indique également qu'il y a 70 postes sionistes de colonisation dans la vieille ville, habités par plus de mille colons, répartis autour de la mosquée al-Aqsa, dans les rues al-Wad, Uqba Khaldiya, Uqba Saraya, Hara Sa'diya, Burj Laqlaq, Silsila, et les postes de colonisation s'étendent à présent vers le quartier chrétien de la vieille ville, comme Suq Dabbâgha et Jabsha. Ceci sans oublier ce qui s'appelle « le quartier juif » qui est le quartier Sharaf, rasé en 1967 après l'occupation de cette partie de la ville d'al-Qods, et où les colons sont au nombre de 3.000. A l'intérieur de la vieille ville, la fondation de la « synagogue de la ruine » en 2009 s'est faite sur un bâtiment ottoman qui se trouvait près de la mosquée Umari et sur des terres du waqf musulman.

Les données démographiques indiquent par ailleurs que le nombre d'habitants palestiniens de la vieille ville est environ de 36.000 maqdisis, face aux 4000 colons qui se trouvent dans le « quartier juif » et les postes de

colonisation.

Posté par Adriana Evangelizt

Sources [ISM](#)

Jeudi 23 septembre 2010

<http://palestine.over-blog.net/article-judaisation-d-al-qods-5-millions-de-shekels-pour-detruire-la-capitale-de-la-palestine-57590931.html>

7-5 Delphine Mattiessent : Les négociations de paix achoppent sur les colonies.

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage tout du point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Des discussions se sont tenues ce week-end à New York.

Le moratoire partiel israélien sur les constructions en Cisjordanie ... les négociations directes entre Israéliens et Palestiniens pourraient se poursuivre tant bien que mal, aucun des deux partis ne voulant être tenu responsable de leur échec. Dirigeants israéliens, palestiniens et américains ont mené des discussions intensives à New York pendant le week-end pour tenter de trouver un compromis de dernière minute.

Jusque-là, le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait répété qu'il refusait purement et simplement de prolonger le moratoire au-delà des dix mois prévus. Le président palestinien, Mahmoud Abbas, avait quant à lui menacé de quitter sans délai les négociations en cas de reprise des constructions. Après avoir campé sur leurs positions pendant des semaines, menaçant de faire capoter les pourparlers qui ont laborieusement repris il y a un mois sous l'égide de Washington, les uns et les autres ont finalement mis de l'eau dans leur vin.

Ligne dure. Sous la pression de son opinion publique et des islamistes du Hamas, Abbas a continué à maintenir en apparence une ligne dure. «Israël doit choisir entre la paix et les colonies», a-t-il déclaré samedi à la tribune de l'ONU, en dénonçant la «mentalité d'expansion et de domination» d'Israël. Dans une interview au quotidien arabophone Al-Hayat publiée hier, le président palestinien a cependant indiqué que les Palestiniens ne quitteraient pas immédiatement la table des négociations en cas de non-reconduction du gel. Côté israélien, même intransigeance de façade : Nétanyahou, dont le gouvernement repose sur des partis nationalistes et religieux favorables à la colonisation, a pris soin de ne jamais évoquer la possibilité d'une reconduction officielle du moratoire. En revanche, les déclarations, sous couvert de l'anonymat, de plusieurs responsables se sont multipliées ces derniers jours sur les tentatives israéliennes de parvenir à un accord tacite avec les Palestiniens. Un tel compromis reposerait sur une non-reconduction officielle du moratoire, compensée par des restrictions de fait aux constructions qui se concentreraient dans les gros blocs de colonies, probablement rattachés à Israël en cas d'accord de paix. «Le problème principal pour Nétanyahou, Abbas et Obama est de ne pas perdre la face, estime un diplomate israélien. Ils sont tous les trois liés par des positions publiques très tranchées. Mais in fine il faudra bien qu'une solution négociée soit trouvée au contentieux de la colonisation et alors forcément un, ou plusieurs d'entre eux, devra renoncer à une partie de ses exigences.» Sur le terrain, les colons, qui disent avoir mobilisé des dizaines de bulldozers pour relancer les constructions le plus vite possible, veulent prouver que le moratoire est bel et bien terminé. Ils ont organisé hier une série d'actions : pose de la première pierre d'un jardin d'enfants à Kiryat Netafim, colonie du nord de la Cisjordanie, organisation d'un décompte géant avant l'expiration du moratoire. «De la même façon que le gel a été total, la reprise des constructions doit être totale, comme s'y est engagé le gouvernement», a averti Danny Dayan, le leader de Yesha, la principale organisation des colons de Cisjordanie. Tentant de calmer le jeu, Nétanyahou a appelé les colons à «faire preuve de retenue et de responsabilité».

Dossiers complexes. Même si la fin du moratoire ne signe pas la fin immédiate des négociations directes, elle risque de les vider un peu plus de leur substance. Comme le résumait un diplomate israélien : «Abbas et Nétanyahou ne parviennent pas à sortir de la case départ.»

Ces pourparlers, qui n'ont pour le moment donné aucun résultat, portent sur les questions les plus épineuses du conflit - retour des réfugiés, statut de Jérusalem, détermination des frontières d'un futur Etat palestinien. Des dossiers autrement plus complexes que la reconduction, ou non, d'un gel, partiel et temporaire, des mises en chantier en Cisjordanie.

DELPHINE MATTHIEUSSENT depuis Jérusalem,

27/09/2010

<http://www.liberation.fr/monde/01012292567-les-negociations-de-paix-achoppent-sur-les-colonies?xtor=EPR-450206>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19